ARRETE DE POLICE PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire du SEQUESTRE - Tarn;

VU le code de la route.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la voirie routière.

VU la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'accord technique n°124AS23 délivré à la C2A Service Assainissement, le 17 octobre 2023 par la Communauté d'Agglomération de l'Albigeois

VU la demande déposée le 23 novembre 2023 par l'entreprise BENEZECH TP représentée par Monsieur Kévin CAMINADE, conducteur de travaux, pour des travaux de branchement assainissement au 15 rue des Taillades.

ARRETE

- Article 1 : La circulation pourra s'effectuer en chaussée rétrécie entre le 24 novembre et le 8 décembre 2023 inclus (durée réelle du chantier : 2 ou 3 jours) sur la voie suivante :
 - rue des Taillades (au niveau du n° 15)
- Article 2 : En cas de besoin, la circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternance sera alors réglée manuellement ou par des faux tricolores de part et d'autre de la zone chantier.
- Article 3: Les restrictions suivantes seront instituées au droit du chantier.
 - Vitesse limitée à 30 Km/h.
 - Défense de stationner.
 - Interdiction de dépasser.
- Article 4 : L'entreprise pourra stationner les véhicules et engins de chantier sur la voirie et sur le trottoir sur une distance de 5 mètres avant et après la zone chantier.
- <u>Article 5</u>: L'entreprise engagée dans ces travaux devra maintenir en permanence la propreté, l'état et la viabilité de la chaussée de la voie ouverte à la circulation durant les heures de chantier et lors du repliement du chantier.

La signalisation et la pré-signalisation de chantier seront mises en place, entretenues et déposées, sous contrôle des services de l'entreprise.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

Le Maire, l'entreprise ou la personne chargée des travaux, et le bénéficiaire, destinataire d'un exemplaire du présent arrêté sont chargés, chacun en ce qui le concerne de son application.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à la Gendarmerie d'Albi et aux services de secours.

Fait au SEQUESTRE, le 23 novembre 2023

23 NOV. 2023

Arrêté publié le Par Mairie du Séquestre



La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Cette saisine pourra se faire, pour les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public, par la voie habituelle du courrier ou via l'application informatique Télérecours, accessible par le lien : http://www.telerecours.fr